

# ENTRETIEN À l'heure des élections américaines

■ ROBERT DUJARRIC ET SÉBASTIEN FUMAROLI ■

**R**EVUE DES DEUX MONDES – *Quel regard portez-vous sur les années George W. Bush ?*

ROBERT DUJARRIC – Jamais une présidence ne fut aussi catastrophique. Beaucoup d'Européens ne réalisent pas vraiment les conséquences de ces deux mandats (de quatre ans aux États-Unis), ni d'ailleurs la plupart des Américains de gauche. Bush ne porte pas l'entière responsabilité sur ses épaules : il a pu accomplir ce qu'il a fait grâce au concours d'une partie des démocrates, de l'*intelligentsia*, de la presse et des tribunaux. Il y a fondamentalement deux reproches que l'on peut adresser au président sortant : l'invasion de l'Irak, bien sûr, et l'abolition des libertés publiques – ce qu'on appelle le Patriot Act. Bush a institutionnalisé la torture, il a multiplié les écoutes téléphoniques sauvages et a parfois menacé des tribunaux militaires des citoyens américains. Il est inouï de penser que les atteintes aux libertés civiles ont été approuvées par presque tous les membres du Congrès, qu'elles ont été appuyées par les tribunaux et par la presse, même celle dite d'opposition comme le *New York Times*. Un citoyen américain a par exemple été emprisonné pendant deux ans sans qu'il puisse avoir recours à un avocat. Or ce recours est un élément fondamental dans le droit anglo-américain. Si la France n'est pas considérée comme un pays « civilisé » outre-Atlantique, c'est en raison,

---

# LA PROCHAINE AMÉRIQUE

ENTRETIEN

À l'heure des élections  
américaines

entre autres, de la non-reconnaissance de l'*habeas corpus* par le Code Napoléon. Tout en étant francophobe, Bush a « napoléonisé » le système juridique américain. Personne ne s'y est opposé, bien au contraire. Quant à l'invasion irakienne, un grand nombre de sénateurs démocrates ont voté pour. Aujourd'hui, les États-Unis soutiennent les extrémistes israéliens et bouddent les pourparlers entre la Syrie et Israël, c'est à ne plus rien y comprendre ! Barack Obama lui-même s'est prononcé le 6 juin pour une capitale israélienne une et indivisible : Jérusalem est ne serait dès lors jamais rendue aux Palestiniens. Or cette perspective est totalement inacceptable, y compris aux yeux des Israéliens modérés. Le bilan des années Bush n'est donc pas fameux. Il y a eu comme une inertie, une incapacité intellectuelle et politique de l'ensemble de l'*establishment* washingtonien – et new-yorkais –, républicains et démocrates confondus, à s'opposer à la politique du président.

SÉBASTIEN FUMAROLI – Paradoxalement, une des principales victimes des années Bush a été la gauche démocrate, et plus généralement le discours politiquement correct sur la démocratie et la liberté que cette Administration a incarné dans le mensonge en Irak. Les démocrates ont « collaboré » au régime bushiste, en invoquant la cause des droits de l'homme, cette même cause qu'ils avaient défendue en soutenant les guerres « justes » de Bill Clinton et de Tony Blair dans l'ex-Yougoslavie. À force de caricature, il faut reconnaître à l'Administration Bush le mérite d'avoir fait tomber les masques de l'idéologie humanitaire en mettant la « génération Bosnie » devant ses propres contradictions ! Bush n'a pas été un conservateur en politique étrangère. Il a mis en œuvre un internationalisme révolutionnaire qui s'est révélé étonnamment proche du bonapartisme français. Mais loin de la chute finale de Napoléon, Bush quoi qu'on dise, a tenu bon dans la déroute, et pourrait même avoir un successeur. Robert a raison d'insister sur l'impuissance de l'opposition : elle n'a pas été à la hauteur, aux États-Unis comme en Europe. Je suis pour ma part fasciné par le machiavélisme de l'Administration Bush. Défait aux élections à mi-mandat en novembre 2006, le Parti républicain a été très fort pour persuader une majorité d'Américains que la situation irakienne s'améliorait, que la *surge* décidée par Bush début 2007, avec le renfort sous le commandement du général Petraeus de

---

# LA PROCHAINE AMÉRIQUE

ENTRETIEN

À l'heure des élections  
américaines

30 000 hommes, avait rempli ses objectifs et que le pays en Irak allait vers la victoire. Si une majorité d'Américains pensent que cette guerre a été une erreur, pas un Américain n'aime l'idée de défaite et le pays semble bel et bien enclin dans sa majorité à se laisser convaincre par le discours optimiste et rassurant de l'Administration Bush, qui continue de parler de « victoire stratégique majeure ». Dans cette atmosphère d'« étrange victoire », toute décision de retrait des troupes d'Irak fait courir le risque à celui qui la prend d'être tenu responsable devant l'Histoire d'une défaite, voire accusé de « trahison ». Pour enfoncer le fer dans le jeu démocrate, Bush s'est appuyé sur l'expiration fin 2008 du mandat de l'ONU accordé à l'armée américaine en Irak, pour mettre en œuvre à sa manière son *exit strategy*. Prenant de court les démocrates, tout en sauvant l'honneur et l'intérêt national américain, il négocie avec le gouvernement de Bagdad l'installation de bases militaires permanentes. Il faut reconnaître que c'est plutôt bien joué.

REVUE DES DEUX MONDES – *Qu'en est-il du rapport franco-américain ?*

ROBERT DUJARRIC – La France a accepté une partie des positions de Bush ; celui-ci n'a donc pas eu à s'adapter. Le dossier syrien a rapproché les deux puissances. En effet, pour des raisons idéologiques et anti-syriennes, les États-Unis ont soutenu Rafiq Hariri, un ami personnel de Jacques Chirac (qui loge actuellement dans un appartement propriété des Hariri quai Voltaire), et ont multiplié les hostilités envers le Hezbollah. Les présidents américain et français ont décidé d'attaquer et d'expulser les Syriens en dehors des frontières libanaises. L'échec est total et seul le Hezbollah sort finalement vainqueur de l'histoire. Même si l'Amérique est dirigée par un incompetent, la présence des États-Unis paraît essentielle aux yeux de la plupart des responsables français. L'opposition de la France aux États-Unis est de nature velléitaire. Les deux pays sont membres de l'alliance Atlantique. Comme les Européens ne sont pas prêts à investir dans leur outil militaire, l'Amérique reste la seule option : rien n'empêchait l'Europe d'agir plus activement au Kosovo, en Bosnie mais il n'y a point de volonté politique européenne. Bush a très habilement « vendu » l'Irak à la gauche humanitaire grâce aux néoconserva-

# LA PROCHAINE AMÉRIQUE

ENTRETIEN

À l'heure des élections  
américaines

teurs, qui, de gauche « menchevique » à l'origine, ont su imposer un programme de droite. Seul, Bush n'aurait jamais abouti à ce résultat, il n'aurait jamais pu convaincre une personne telle que Bernard Kouchner par exemple.

SÉBASTIEN FUMAROLI – La déroute internationale de la politique de George W. Bush a de singulières répercussions sur la scène européenne : au lieu d'éveiller les esprits à une certaine vigilance, tout se passe comme si l'Europe était en train de dilapider son crédit en s'associant à une politique qui somme toute n'en a plus beaucoup. La France et l'Allemagne ont été les deux principales opposantes à la guerre de George W. Bush en Irak. Comment expliquez alors que Paris et Berlin se font aujourd'hui concurrence pour savoir qui sera le plus proche allié de Washington ? Cela signifie-t-il que, perdant au Moyen-Orient, Bush aurait remporté la bataille de la « Nouvelle Europe » ? L'ironie de la guerre d'Irak, c'est que les Européens sont devenus beaucoup plus enclin à suivre la *leadership* américain plutôt qu'à moins le suivre.

REVUE DES DEUX MONDES – *Revenons à l'actuel candidat démocrate. Malgré la couleur de sa peau et son prénom, Barack Hussein Obama a réussi à dépasser les clivages raciaux...*

ROBERT DUJARRIC – Obama représente le candidat des riches diplômés, le candidat de ceux qui ont fait des études et, dans son cas, des Blacks. Le mélange est intéressant. De façon idéologique, Barack Obama est assez proche de Bill Clinton et de Tony Blair. Il vient de gauche (au sens américain du terme) ; il a accepté l'économie libérale et la lutte contre la criminalité. En revanche, il a refusé le modèle prôné par la gauche depuis la fin des années soixante, à savoir que les victimes sont des criminels, les criminels des victimes et qu'il ne faut jamais faire la guerre. Obama est attendu comme le messie en Europe. Qu'espère-t-on de lui ? Le retrait immédiat des troupes en Irak. Il lui faudra un grand courage politique pour imposer cette décision objectivement utile mais subjectivement « dévalorisante » : qui peut en effet prétendre gagner une guerre en désertant les lieux ? La plupart des Américains ne se rendent pas compte de l'étendue de la catastrophe et ne comprennent pas qu'il s'agit là de la seule solution. S'il est élu, Obama devra aussi changer la position américaine

---

# LA PROCHAINE AMÉRIQUE

ENTRETIEN

À l'heure des élections  
américaines

dans le conflit israélo-arabe. Étant donné la situation à Gaza et en Cisjordanie, il est compliqué d'arriver à un accord israélo-palestinien, même temporaire : la politique de démocratisation des États-Unis, appuyée par les Européens, a contribué à affaiblir la société palestinienne. Tous savent qu'un compromis se conclura plus ou moins sur le retour aux frontières dessinées en 1967. Israël est un État fort qui compte une armée, une police, une justice, à la différence de la Palestine. Il faut par conséquent un président palestinien ferme qui énonce clairement la situation : ou bien vous, Palestiniens, vous acceptez l'accord, ou je vous éliminerai. Enfin Obama devra repenser la question afghane et ne pas se tromper de cible : ce ne sont pas les talibans qu'il faut anéantir (ou du moins affaiblir) mais al-Qaïda. Avant l'invasion soviétique, un équilibre régnait en Afghanistan entre les divers clans et ethnies. Cette société traditionnelle a été détruite par les Russes et la guerre civile afghane. Nous avons voulu faire du peuple afghan un pays moderne et libéral, ce qui était une très bonne chose, mais il aurait fallu regarder davantage la culture de cette civilisation et modérer nos objectifs. Afghanistan, Irak, Iran, Israël, Palestine, autant de problèmes auxquels devra se frotter Obama et qui le feront forcément baisser dans les sondages à court terme. À lui de savoir mener une politique efficace tout en gardant l'appui du Congrès et de l'électorat.

*“He makes the white man feels good”*

SÉBASTIEN FUMAROLI – Ce qu'Obama fera s'il est élu est difficile à dire. Mais ce qu'il a réalisé est déjà assez remarquable. Obama est un candidat de troisième voie, qui a médité le précédent de l'Administration Clinton, ses succès et ses échecs. Bill Clinton fut considéré comme le premier « président noir », en raison de sa popularité dans la communauté afro-américaine. Il a assumé l'héritage reaganien même s'il l'a fait à contrecœur, puisqu'il a dû sacrifier politiquement sa propre femme Hillary et son projet d'assurance-maladie sur l'autel de la révolution conservatrice et de la réforme du Welfare. Il a été en outre un président de cohabitation,

---

# LA PROCHAINE AMÉRIQUE

---

ENTRETIEN

À l'heure des élections  
américaines

contraint de nouer un accord de gouvernement avec le Sénat républicain, deux ans après son élection. Mais les New Democrats de Bill Clinton ont été discrédités par les officines de Karl Rove, déjà à la manœuvre, exploitant les affres extraconjugales du président pour le caricaturer en gauchiste non repent des années Vietnam. À 47 ans, Obama est lui préservé de ce passé, il est entré à l'université en Californie quand Ronald Reagan devenait président. Il a compris que, depuis Reagan, le Parti démocrate n'a jamais obtenu la majorité absolue, et que la carte électorale américaine est structurellement favorable aux républicains. Il a choisi d'être l'homme qui répond à cette situation pour la dépasser. Il est un métis d'éducation Wasp, converti à la culture afro-américaine et à son Église évangéliste, dont il a épousé la verve religieuse et les valeurs morales. Il tient le charisme de Ronald Reagan en haute estime, ce même charisme qui a forgé le tempérament des néo-conservateurs. Enfin, il a choisi de devancer d'emblée les risques d'une cohabitation en annonçant son souhait de former un gouvernement d'union nationale. Obama tente de coaliser une base électorale du renouveau démocrate, en étant à la fois conservateur et favorable aux droits civiques. Ce que Carter et Clinton n'avaient pas jusqu'ici complètement réussi...

ROBERT DUJARRIC – Hillary Clinton et Barack Obama sont deux personnalités transitionnelles : leurs campagnes faciliteront les candidatures des prochaines femmes et des prochains Noirs. À la différence de Martin Luther King, les parents d'Obama ne sont pas issus de l'esclavagisme. Le candidat hawaïen ne rend donc pas le Blanc coupable. Comme on le dit en anglais : « *He makes the white man feels good* » !

SÉBASTIEN FUMAROLI – Tout en étant farouchement anti-Bush, Robert, tu défends l'empire américain, dont tu penses qu'Obama peut restaurer la bonne gouvernance. Ton point de vue diffère donc radicalement de celui des Européens, qui, un peu idéalistes, imaginent un Obama sinon « anti-américain », du moins en sympathie avec le monde extérieur et enclin à flatter l'amour-propre du Vieux Continent. Penses-tu qu'il puisse reprendre le flambeau de cette Amérique impériale que Bush a à l'évidence si mal servi ?

ROBERT DUJARRIC – C'est du moins ce que je souhaite ! Les Européens sont sous tutelle américaine, ce qui leur déplaît forte-

# LA PROCHAINE AMÉRIQUE

---

ENTRETIEN

À l'heure des élections  
américaines

ment. La France vit très mal cette situation mais si tous rêvent d'une Europe-puissance, personne n'est prêt à en payer le prix. Il ne faudrait pas penser que le retrait des troupes en Irak signifie le retour à une certaine forme d'isolationnisme. Il s'agit du même interventionnisme mais conduit à meilleur escient. La grande réussite de Jimmy Carter dans le conflit israélo-égyptien tenait à l'usage qu'il a fait de la puissance militaire américaine. Les accords de Camp David ont ainsi pu aboutir en 1979 : le président américain avait promis la présence de soldats entre la frontière égyptienne et israélienne ; ce ne fut certes qu'un bataillon mais le symbole était marquant. Les Européens, eux, ne possèdent pas une telle force militaire. C'est eux qui ont fait ce choix, l'Amérique ne les empêcherait pas de dépenser deux ou trois fois plus pour leurs armées.

“Il faudrait un Obama en Europe !”

SÉBASTIEN FUMAROLI – L'Europe-puissance est une chimère, tout simplement parce que le budget de l'armement diminue dans chaque pays du Vieux Continent. Je crois en revanche à l'Europe politique, qui consiste à sauver un point de vue sur les affaires du monde, qui soit le gage d'une diplomatie indépendante. Or qu'observe-t-on dans l'Europe de 2008 ? Tout se passe comme si on assistait à un réarmement idéologique dans le discours européen, qui cadre assez mal, c'est le moins que l'on puisse dire, avec ses réelles capacités de défense. Les esprits s'égarent comme en 2003 à Washington dans les cénacles néoconservateurs. Exalter au nom des droits de l'homme, comme le fait le ministre français Bernard Kouchner l'engagement militaire de l'Europe dans le monde, en Afghanistan, au Liban, au Tchad, a quelque chose de suicidaire. Ce que Bush n'avait pas réussi à faire avec l'Irak, il est possible que le projet de *partnership* que souhaite soumettre à ses alliés la prochaine Administration américaine, quelle soit démocrate ou républicaine, y arrive. Le multilatéralisme auquel l'Administration Bush s'est elle-même ralliée après l'échec de son premier mandat pour poursuivre autrement la victoire peut être aussi une entreprise perverse de séduction dans laquelle les Européens ont plus à perdre qu'à gagner.

---

# LA PROCHAINE AMÉRIQUE

---

ENTRETIEN

À l'heure des élections  
américaines

ROBERT DUJARRIC – Pour gagner de l'influence, l'Europe peut jouer sur les symboles, en offrant des lieux de rencontres (ce que fit la Norvège avec les accords d'Oslo) : le geste est significatif mais reste assez limité. Elle devrait mettre fin à sa politique agricole commune qui limite les exportations de pays pauvres vers le Vieux Continent ? Il faut aussi remarquer que le protectionnisme agricole américain existe aussi et est aussi néfaste ? Sa politique restrictive d'importation et d'émigration freine également la croissance. Les attentats du 11 Septembre ont soulevé un vent xénophobe et islamophobe aux États-Unis. De nombreux intellectuels du monde arabe ont peiné à poursuivre leurs études, voire ont dû les arrêter. La communauté musulmane en France est importante. Le président Chirac, cet ardent défenseur de la diversité culturelle, aurait dû inviter cette élite sur son territoire. Mais il n'a rien fait. L'Amérique a fermé ses portes aux Arabes, et l'Europe a fait de même.

SÉBASTIEN FUMAROLI – Cet exemple montre à quel point l'Europe n'a pas conscience de ses intérêts propres et se laisse baloter entre des stratégies qui ne sont pas les siennes. Un article publié récemment dans *le Parisien* expliquait comment les États-Unis, *via* les ambassades, recrutaient dans les banlieues européennes, et singulièrement françaises, en raison de l'importance de la communauté de musulmane sur son territoire. Au lieu d'accorder notre attention à cette élite musulmane que la France a formé au XX<sup>e</sup> siècle, et qui bénéficie grâce au modèle laïc et républicain français – ou ce qu'il en reste – d'un rapport malgré tout très sain à l'Occident, nous la laissons filer.

ROBERT DUJARRIC – Les citoyens européens d'origine arabe, africaine, asiatique sont effectivement nombreux en Grande-Bretagne, en France, en Allemagne, aux Pays-Bas, en Belgique... En fait, il faudrait un Obama en Europe !

Propos recueillis par Aurélie Julia

- Robert Dujarric est directeur de l'Institut d'études japonaises contemporaines à la Temple University à Tokyo.
- Sébastien Fumaroli est l'auteur de *Tempête sous un crâne. L'Amérique en guerre 2003-2006* (de Fallois, 2007).